17. OCT 1961

ROYAUME DE BELGIQUE. Coordination(?) KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT. ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, le 9 septembre 1961, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté du Régent du 30 avril 1947 fixant le statut des agents temporaires et l'arrêté du Régent du 10 avril 1948 portant le statut du personnel ouvrier temporaire", a donné le 25 septembre 1961 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 9e september 1961 door de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het besluit van de Regent van 30 april 1947 houdende vaststelling van het statuut van het tijdelijk personeel en van het besluit van de Regent van 10 april 1948 houdende statuut van het tijdelijk werklieden-personeel", heeft de 25e september 1961 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

I. Le projet tend à apporter deux modifications aux règles relatives aux absences pour cause de maladie ou d'infirmité, qui s'appliquent jusqu'ici aux agents temporaires et aux ouvriers temporaires de l'Etat.

La première modification touche à la fois au statut des agents temporaires et au statut des ouvriers temporaires, et fait donc l'objet tant de l'article 1er que de l'article 2 du projet. Elle consiste à fixer une limite à la période d'absence pour cause de maladie ou d'infirmité qui sera considérée comme "services admissibles" en vue de l'avancement de traitement, au sens des articles 16 et 17 de l'arrêté royal du 16 février 1953 portant statut pécuniaire du personnel des Ministères. Sur base des dispositions actuellement établies par l'article 16 de l'arrêté du 30 avril 1947 et par l'article 15 de l'arrêté du 10 avril 1948, les périodes pendant lesquelles les agents temporaires ou les ouvriers temporaires sont absents pour cause de maladie ou d'infirmité , sont, en leur entier, considérées comme des "services admissibles" entrant en ligne de compte pour l'avancement de traitement. Par contre, pour les agents définitifs,l'article 101, 2°, du statut du 2 octobre 1937 et l'article 17 de l'arrêté royal du 30 mars 1939 sur la mise en disponibilité fixent aux congés pour cause de maladie ou d'infirmité, une durée maximum variant selon l'ancienneté des agents; la période pendant laquelle l'agent définitif peut rester placé en disponibilité pour cause de maladie ou d'infirmité est

.../...

elle-même limitée comme le décide l'article 20 de l'arrêté royal du 30 mars 1939. La première modification tend à mettre fin à l'anomalie que constitue la différence de régimes qui vient d'être indiquée.

La seconde modification concerne exclusivement les ouvriers temporaires de l'Etat et n'est, dès lors, énoncée qu'à l'article 2 du projet. Elle consiste à donner à ces ouvriers temporaires, également en cas d'absence pour cause de maladie ou d'infirmité, des avantages au moins égaux à ceux que la loi du 20 juillet 1960 instaurant le salaire hebdomadaire garanti accorde aux ouvriers des entreprises privées. La mesure nouvelle n'entraîne pas la suppression de l'avantage spécial de la rémunération complète des trois premiers jours d'absence que l'article 15 de l'arrêté du 10 avril 1948 a accordé aux ouvriers temporaires de l'Etat.

II. Pour réaliser la seconde modification, l'article 2 du projet insère dans l'article 15 de l'arrêté du Régent du 10 avril 1948, une disposition nouvelle aux termes de laquelle, en cas d'absence pour cause de maladie ou d'infirmité, "l'agent conserve pour chaque période d'incapacité de travail, son droit à la rémunération dans les conditions prévues par la loi du 20 juillet 1960 instaurant le salaire hebdomadaire garanti, les trois premiers jours d'absence étant toujours rémunérés".

.../...

Comme le projet a exclusivement trait aux absences pour cause de maladie ou d'infirmité, le renvoi à la loi du 20 juillet 1960 - bien que fait en termes généraux - a seulement pour effet d'étendre aux ouvriers temporaires de l'Etat, les avantages accordés aux ouvriers des entreprises privées par les articles 6 et 15 de la loi du 20 juillet 1960.

Au lieu de faire un renvoi à l'article 6 de la loi du 20 juillet 1960, il serait plus clair de reproduire dans le projet, la disposition énoncée dans cet article, disposition selon laquelle, "en cas d'incapacité de travail résultant d'un accident de travail ou d'un accident survenu sur le chemin du travail, l'ouvrier conserve le droit au salaire normal pendant une période de sept jours à compter du premier jour de l'incapacité de travail".

Par contre, il est nécessaire de maintenir un renvoi à l'article 15 de la loi du 20 juillet 1960, étant donné que, selon les explications des fonctionnaires désignés, le Gouvernement entend rendre applicables aux ouvriers temporaires de l'Etat non seulement l'article 15 actuellement en vigueur, mais encore les dispositions qui seraient prises pour le modifier sur base des articles 17, 18 et 20 de la loi. Dans le but de rédiger la disposition de manière plus claire et plus précise, il conviendrait de ne pas se borner à un renvoi général à la loi du 20 juillet 1960, et de faire au contraire un renvoi exprès à l'article 15 de la loi du 20 juillet 1960 et aux dispositions qui modifieraient cet article.

.../...

III. Conformément aux intentions du Gouvernement, l'article 2 du projet renvoie donc non seulement à l'article 15 de la loi du 20 juillet 1960, tel qu'il est actuellement rédigé, mais encore aux dispositions qui modifieraient cet article. Par conséquent, les ouvriers temporaires de l'Etat pourront, par l'effet de l'article 2 du projet, être régis de plein droit par des règles nouvelles, sans qu'il y ait lieu à un nouvel avis du comité de consultation syndicale. Ce système ne soulève pas d'objections pour autant que les dispositions modifiant l'article 15 de la loi du 20 juillet 1960 octroient des avantages plus étendus, conformément aux prévisions des articles 18 et 20 de la loi ; le comité général de consultation syndicale peut légitimement être présumé avoir tacitement donné son accord à ces avantages supplémentaires. Le problème serait plus délicat s'il s'agissait d'arrêtés royaux pris en exécution de l'article 17 de la loi, après avis des commissions paritaires compétentes, et qui viendraient imposer des conditions plus sévères. En cette hypothèse, pour écarter toute objection d'atteinte à la compétence du comité de consultation syndicale, il serait préférable de soumettre à celui-ci un projet d'arrêté royal propre aux ouvriers temporaires de l'Etat.

IV. Le projet appelle quelques observations de pure forme. Comme il remplace complètement l'article 16 de l'arrêté du 30 avril 1947 et l'article 15 de l'arrêté du 10 avril 1948, plutôt que de reproduire purement et simplement le texte actuel, il semble préférable d'y apporter certains amendements.

.../...

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Salutation.

Dans la version néerlandaise, il se recommanderait d'adopter comme formule de salutation, celle que la loi du 31 mai 1961 prescrit d'utiliser à l'occasion de la sanction et de la promulgation des lois.

Préambule.

I. A l'alinéa 2, il n'y a pas lieu de faire mention de la loi du 20 juillet 1960 instaurant le salaire hebdomadaire garanti. En effet, si l'article 2 du projet tend à donner aux ouvriers temporaires de l'Etat absents pour cause de maladie ou d'infirmité, des avantages au moins égaux à ceux que la loi du 20 juillet 1960 accorde aux ouvriers des entreprises privées, cette dernière loi ne constitue le fondement légal d'aucune des dispositions du projet.

II. Aux alinéas 3 et 4, il serait préférable d'indiquer, conformément à l'usage, les articles que le projet modifie, et également les arrêtés qui ont déjà modifié ces articles.

Articles 1er et 2.

Selon les explications des fonctionnaires désignés, l'agent temporaire ou l'ouvrier temporaire aux fonctions duquel il n'est pas mis fin pourra invoquer comme services admissibles à prendre en considération pour son avancement de traitement, non

.../...

seulement la période antérieure à son absence mais, en outre, la période d'absence pour cause de maladie ou d'infirmité dans les limites fixées par les dispositions contenues dans le projet. Dès lors, pour mieux faire apparaître la portée de la disposition, il serait préférable d'employer la formule : "Constituent des périodes de suspension de service à considérer néanmoins comme services admissibles en vue de l'avancement de traitement ...".

\+

\+ \+

En conséquence des observations qui viennent d'être faites, le Conseil d'Etat propose le texte suivant :

ARRETE ROYAL MODIFIANT, EN CE QUI CONCERNE LES ABSENCES POUR CAUSE DE MALADIE OU D'INFIRMITE, L'ARRETE DU REGENT DU 30 AVRIL 1947 FIXANT LE STATUT DES AGENTS TEMPORAIRES ET L'ARRETE DU REGENT DU 10 AVRIL 1948 PORTANT LE STATUT DU PERSONNEL OUVRIER TEMPORAIRE.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT !

Vu l'article 66, alinéa 2, de la Constitution ;

Vu l'arrêté du Régent du 30 avril 1947 fixant le statut des agents temporaires, notamment l'article 16 modifié par l'arrêté du Régent du 2 mars 1949 et les arrêtés royaux des 18 mars 1953 et 20 juin 1955 ;

.../...

Vu l'arrêté du Régent du 10 avril 1948 portant le statut du personnel ouvrier temporaire, notamment l'article 15 modifié par les arrêtés royaux des 18 mars 1953 et 20 juin 1955 ;

Considérant qu'il y a lieu de fixer une limite à la période d'absence pour cause de maladie ou d'infirmité à considérer comme services admissibles en vue de l'avancement de traitement des agents temporaires et ouvriers temporaires ;

Considérant qu'il se recommande de faire bénéficier les ouvriers temporaires de l'Etat absents pour cause de maladie ou d'infirmité, d'avantages au moins égaux à ceux que la loi du 20 juillet 1960 instaurant le salaire hebdomadaire garanti accorde aux ouvriers des entreprises privées ;

Vu l'avis du comité général de consultation syndicale ;

Vu l'avis du Conseil d'Etat ;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

L'article 16 de l'arrêté du Régent du 30 avril 1947 fixant le statut des agents temporaires, modifié par l'arrêté du Régent du 2 mars 1949 et les arrêtés royaux des 18 mars 1953 et 20 juin 1955, est remplacé par la disposition suivante :

.../...

"Article 16.- Constituent des périodes de suspension de service à considérer néanmoins comme services admissibles en vue de l'avancement de traitement :

1° les absences causées par la maladie ou l'infirmité dont la durée n'excède pas :

- 30 jours pour les agents qui ont moins de deux ans de service ;
- 60 jours pour les agents qui ont deux ans à moins de quatre ans de service ;
- 90 jours pour les agents qui ont quatre ans de service et plus ;

2° les absences causées par une suspension préventive non convertie en peine disciplinaire.

En cas d'absence pour cause de maladie ou d'infirmité, l'agent conserve pour chaque période d'incapacité de travail, son droit à la rémunération pendant les trente premiers jours d'absence. Les absences qui ne sont pas séparées par une période de reprise du travail d'au moins vingt-cinq jours ouvrables, sont additionnées pour déterminer si l'incapacité de travail dépasse ou non trente jours.

Si l'absence pour cause de maladie ou d'infirmité se prolonge au-delà de trente jours, l'administration peut, à tout moment, mettre fin aux fonctions de l'agent. En ce dernier cas, elle doit lui verser une indemnité égale à la rémunération pour trois mois de service, sous réserve de la déduction des sommes payées depuis le début de l'absence.

.../...

Pendant la période d'essai, l'administration peut, sans indemnité, mettre fin aux fonctions d'un agent dont l'absence pour cause de maladie ou d'infirmité a une durée de plus de huit jours".

Article 2.-

L'article 15 de l'arrêté du Régent du 10 avril 1948 portant le statut du personnel ouvrier temporaire, modifié par les arrêtés royaux des 18 mars 1953 et 20 juin 1955, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 15.- Constituent des périodes de suspension de service à considérer néanmoins comme services admissibles en vue de l'avancement de traitement :

1° les absences causées par la maladie ou l'infirmité dont la durée n'excède pas :

- 30 jours pour les ouvriers qui ont moins de deux ans de service ;
- 60 jours pour les ouvriers qui ont deux ans à moins de quatre ans de service ;
- 90 jours pour les ouvriers qui ont quatre ans de service et plus ;

2° les absences causées par une suspension préventive non convertie en peine disciplinaire.

En cas d'absence pour cause de maladie ou d"infirmité, l'ouvrier conserve, pour chaque période d'incapacité de travail, son droit à la rémunération dans la mesure et aux conditions fixées par l'article

.../...

15 de la loi du 20 juillet 1960 instaurant le salaire hebdomadaire garanti ou les dispositions modifiant cet article. Toutefois, les trois premiers jours d'absence sont toujours rémunérés à 100 p.c.

Si l'absence résulte d'un accident du travail ou d'un accident survenu sur le chemin du travail, l'ouvrier conserve le droit à sa rémunération normale pendant une periode de sept jours à compter du premier jour de l'incapacité de travail.

Lorsqu'une absence pour cause de maladie ou d'infirmité se prolonge au-delà de trente jours, l'administration peut, à tout moment, mettre fin aux fonctions de l'ouvrier moyennant un préavis de sept jours".

Article 3.-

... (Comme dans le projet du Gouvernement)...

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique,

ALGEMENE OPMERKINGEN.

I. Het ontwerp strekt ertoe, twee wijzigingen aan te brengen in de regelen betreffende de afwezigheid wegens ziekte of gebrekkigheid, die tot dusver toepassing vinden op het tijdelijk personeel en op het tijdelijk werkliedenpersoneel van de Staat.

De eerste wijziging heeft betrekking én op het statuut van het tijdelijk personeel én op dat van het tijdelijk werkliedenpersoneel, en is derhalve zowel in artikel 1 als in artikel 2 van het ontwerp opgenomen. Zij stelt een grens aan de periode van afwezigheid wegens ziekte of gebrekkigheid die voor bevordering tot een hogere wedde zal worden beschouwd als "in aanmerking komende diensten" in de zin van de artikelen 16 en 17 van het koninklijk besluit van 16 februari 1953 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der Ministeries. Op grond van de huidige voorzieningen van artikel 16 van het besluit van 30 april 1947 en van artikel 15 van het besluit van 10 april 1948, worden de periodes gedurende welke leden van het tijdelijk personeel of van het tijdelijk werkliedenpersoneel wegens ziekte of gebrekkigheid afwezig zijn, in hun geheel beschouwd als voor bevordering tot een hogere wedde "in aanmerking komende diensten". Voor het vast personeel daarentegen bepalen artikel 101, 2°, van het statuut van 2 oktober 1937 en artikel 17 van het koninklijk besluit van 30 maart 1939 op de terbeschikkingstelling, voor het verlof wegens ziekte of gebrekkigheid een maximumduur die verschilt naar gelang van de anciënniteit

.../...

van de personeelsleden ; de periode gedurende welke de vaste ambtenaar wegens ziekte of gebrekkigheid ter beschikking gesteld kan blijven, is zelf beperkt zoals bepaald is in artikel 20 van het koninklijk besluit van 30 maart 1939. De eerste wijziging wil een einde maken aan de anomalie welke deze tegenstrijdige regelingen doen ontstaan.

De tweede wijziging betreft alleen het tijdelijk werkliedenpersoneel van de Staat en is dan ook alleen in artikel 2 van het ontwerp opgenomen. Zij wil aan dit tijdelijk werliedenpersoneel, ook in geval van afwezigheid wegens ziekte of gebrekkigheid, ten minste dezelfde voordelen toekennen als de wet van 20 juli 1960 tot invoering van het gewaarborgd weekloon aan de werklieden uit de private ondernemingen toekent. De nieuwe maatregel leidt niet tot opheffing van het bijzonder voordeel van de volledige bezoldiging van de eerste drie dagen afwezigheid, dat artikel 15 van het besluit van 10 april 1948 aan het tijdelijk werkliedenpersoneel van de Staat toekent.

II. Om de tweede wijziging tot stand te brengen, voegt artikel 2 van het ontwerp in artikel 15 van het besluit van de Regent van 10 april 1948 een nieuwe bepaling in, krachtens welke het personeelslid, in geval van ziekte of gebrekkigheid, "voor elke periode dienstongeschiktheid zijn recht op bezoldiging behoudt onder de voorwaarden voorzien bij de wet van 20 juli 1960 tot invoering van het gewaarborgd weekloon. De eerste drie dagen afwezigheid worden steeds vergoed".

.../...

Aangezien het ontwerp uitsluitend betrekking heeft op de afwezigheid wegens ziekte of gebrekkigheid, heeft de verwijzing naar de wet van 20 juli 1960 - ofschoon in algemene bewoordingen gesteld - alleen tot gevolg dat ook het tijdelijk werkliedenpersoneel van de Staat in aanmerking komt voor de voordelen welke de artikelen 6 en 15 van de wet van 20 juli 1960 aan de werklieden uit de particuliere sector toekennen.

In plaats van te verwijzen naar artikel 6 van de wet van 20 juli 1960, zou het ontwerp beter de tekst van genoemd artikel overnemen, die luidt als volgt : "In geval van arbeidsongeschiktheid ten gevolge van een arbeidsongeval of van een ongeval op de weg van het werk, behoudt de arbeider het recht op het normaal loon gedurende een periode van zeven dagen te rekenen van de eerste dag van de arbeidsongeschiktheid".

Daarentegen is het nodig een verwijzing naar artikel 15 van de wet van 20 juli 1960 te handhaven, aangezien de Regering, naar de gemachtigde ambtenaren hebben verklaard, het tijdelijk werkliedenpersoneel onder toepassing wil stellen, niet alleen van het thans geldende artikel 15, maar ook van de bepalingen die mochten worden vastgesteld om het te wijzigen, op grond van de artikelen 17, 18 en 20 van de wet. Om de bepaling duidelijker en nauwkeuriger te stellen, beperke men zich niet tot een algemene verwijzing naar de wet van 20 juli 1960, maar verwijze men uitdrukkelijk naar artikel 15 van de wet van 20 juli 1960 en naar de bepalingen die dat artikel mochten wijzigen.

.../...

III. Overeenkomstig de bedoelingen van de Regering verwijst artikel 2 van het ontwerp dus niet alleen naar artikel 15 van de wet van 20 juli 1960, zoals dit thans is gesteld, maar ook naar de bepalingen die genoemd artikel mochten wijzigen. Het tijdelijk werkliedenpersoneel van de Staat kan derhalve, uit kracht van artikel 2 van het ontwerp, van rechtswege onder nieuwe regelen gesteld worden, zonder dat de syndicale raad van advies opnieuw moet worden geraadpleegd. Tegen deze regeling is geen bezwaar, voor zover de bepalingen tot wijziging van artikel 15 van de wet van 20 juli 1960 ruimere voordelen toekennen overeenkomstig het bepaalde in de artikelen 18 en 20 van de wet ; de algemene syndicale raad van advies kan wettig worden geacht stilzwijgend te hebben ingestemd met die aanvullende voordelen. Meer moeilijkheden zouden er zijn indien het ging om koninklijke besluiten na advies van de bevoegde paritaire comités vastgesteld ter uitvoering van artikel 17 van de wet, die strengere eisen zouden stellen. In dat geval ware het verkieslijk, om ieder verwijt dat afbreuk wordt gedaan aan de bevoegdheid van de syndicale raad van advies uit de weg te gaan, voor het tijdelijk werkliedenpersoneel van de Staat een afzonderlijk ontwerp-koninklijk besluit aan die raad voor te leggen.

IV. Bij het ontwerp zijn enkele opmerkingen te maken die alleen de vorm betreffen. Aangezien het ontwerp artikel 16 van het besluit van 30 april 1947 en artikel 15 van het besluit van 10 april 1948 geheel vervangt, in plaats van de huidige tekst gewoon over te nemen, lijkt het raadzaam de tekst enigszins te amenderen.

.../...

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Begroeting.

Het verdient aanbeveling de Nederlandse tekst van het begroetingsformulier aan te passen aan die welke de wet van 31 mei 1961 voorschrijft te gebruiken voor de bekrachtiging en de afkondiging van wetten.

Aanhef.

I. In het tweede lid hoeft niet te worden verwezen naar de wet van 20 juli 1960 tot invoering van het gewaarborgd weekloon. Verleent artikel 2 van het ontwerp aan de tijdelijke werklieden van de Staat die wegens ziekte of gebrekkigheid afwezig zijn, ten minste dezelfde voordelen als de wet van 20 juli 1960 aan de werklieden uit de private ondernemingen toekent, genoemde wet is geen rechtsgrond voor enige bepaling van het ontwerp.

II. In het derde en het vierde lid vermelde men, zoals gebruikelijk is, de artikelen welke het ontwerp wijzigt, alsook de besluiten die bedoelde artikelen reeds hebben gewijzigd.

Artikelen 1 en 2.

Naar de gemachtigde ambtenaren hebben verklaard, zal het tijdelijk personeelslid of de tijdelijke werkman aan wiens ambt geen einde wordt gemaakt, voor zijn bevordering tot een hogere wedde als in aanmerking komende diensten niet alleen de periode vóór zijn afwezigheid, maar ook de periode van zijn afwezigheid wegens ziekte of gebrekkigheid kunnen doen gelden binnen de in het ontwerp bepaalde grenzen. Om de strekking van de bepaling duidelijker tot uiting te doen komen, verdient het aanbeveling de tekst te lezen als volgt :

.../...

"Periodes van dienstschorsing die niettemin moeten worden beschouwd als voor bevordering tot een hogere wedde in aanmerking komende diensten, zijn ...".

+ + +

Met inachtneming van de hiervoren gemaakte opmerkingen stelt de Raad van State voor, de tekst te lezen als volgt :

KONINKLIJK BESLUIT TOT WIJZIGING, WAT DE AFWEZIGHEID WEGENS ZIEKTE OF GEBREKKIGHEID BETREFT, VAN HET BESLUIT VAN DE REGENT VAN 30 APRIL 1947 HOUDENDE VASTSTELLING VAN HET STATUUT VAN HET TIJDELIJK PERSONEEL EN VAN HET BESLUIT VAN DE REGENT VAN 10 APRIL 1948 HOUDENDE STATUUT VAN HET TIJDELIJK WERKLIEDENPERSONEEL.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet!

Gelet op artikel 66, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op het besluit van de Regent van 30 april 1947 houdende vaststelling van het statuut van het tijdelijk personeel, inzonderheid op artikel 16 gewijzigd bij het besluit van de Regent van 2 maart 1949 en bij de koninklijke besluiten van 18 maart 1953 en 20 juni 1955;

Gelet op het besluit van de Regent van 10 april 1948 houdende statuut van het tijdelijk werkliedenpersoneel, inzonderheid op artikel 15 gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 18 maart 1953 en 20 juni 1955;

.../...

Overwegende dat een grens dient te worden gesteld aan de periode afwezigheid wegens ziekte of gebrekkigheid die moet worden beschouwd als voor bevordering tot een hogere wedde van het tijdelijk personeel en van het tijdelijk werkliedenpersoneel in aanmerking komende diensten;

Overwegende dat het geraden is, aan het tijdelijk werkliedenpersoneel van de Staat dat wegens ziekte of gebrekkigheid afwezig is, ten minste dezelfde voordelen toe te kennen als de wet van 20 juli 1960 tot invoering van het gewaarborgd weekloon aan de werklieden uit de private ondernemingen toekent;

Gelet op het advies van de algemene syndicale raad van advies;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

Artikel 16 van het besluit van de Regent van 30 april 1947 houdende vaststelling van het statuut van het tijdelijk personeel, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 2 maart 1949 en bij de koninklijke besluiten van 18 maart 1953 en 20 juni 1955, wordt door de volgende bepaling vervangen :

.../...

"Artikel 16. Periodes van dienstschorsing die niettemin moeten worden beschouwd als voor bevordering tot een hogere wedde in aanmerking komende diensten, zijn :

1° afwezigheid wegens ziekte of gebrekkigheid met een maximumduur van :

- 30 dagen voor personeelsleden met minder dan twee jaar dienst;
- 60 dagen voor personeelsleden met twee en minder dan vier jaar dienst;
- 90 dagen voor personeelsleden met vier en meer dan vier jaar dienst;

2° afwezigheid wegens een preventieve schorsing die niet in tuchtstraf is veranderd.

In geval van afwezigheid wegens ziekte of gebrekkigheid, behoudt het personeelslid voor iedere periode van arbeidsongeschiktheid zijn recht op bezoldiging gedurende de eerste dertig dagen afwezigheid. De periodes van afwezigheid waartussen de arbeid niet gedurende een periode van ten minste vijfentwintig werkdagen is hervat, worden samengeteld om vast te stellen of de arbeidsongeschiktheid al dan niet langer dan dertig dagen duurt.

Indien de afwezigheid wegens ziekte of gebrekkigheid langer dan dertig dagen duurt, mag het bestuur te allen tijde een einde maken aan het ambt van het personeelslid. In dit geval moet het hem een vergoeding uitkeren gelijk aan de bezoldiging over drie maanden dienst, onder voorbehoud van aftrek van de bedragen die sedert het begin van de afwezigheid zijn betaald.

.../...

Gedurende de proeftijd mag het bestuur, zonder vergoeding, een einde maken aan het ambt van een personeelslid wiens afwezigheid wegens ziekte of gebrekkigheid langer dan acht dagen duurt".

Artikel 2.-

Artikel 15 van het besluit van de Regent van 10 april 1948 houdende statuut van het tijdelijk werkliedenpersoneel, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 18 maart 1953 en 20 juni 1955, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 15. Periodes van dienstschorsing die niettemin moeten worden beschouwd als voor bevordering tot een hogere wedde in aanmerking komende diensten, zijn :

1° afwezigheid wegens ziekte of gebrekkigheid met een maximumduur van :

- 30 dagen voor werklieden met minder dan twee jaar dienst;
- 60 dagen voor werklieden met twee en minder dan vier jaar dienst;
- 90 dagen voor werklieden met vier en meer dan vier jaar dienst;

2° afwezigheid wegens een preventieve schorsing die niet in tuchtstraf is veranderd.

.../...

In geval van afwezigheid wegens ziekte of gebrekkigheid behoudt de werkman voor iedere periode van arbeidsongeschiktheid zijn recht op bezoldiging in de mate en onder de voorwaarden vastgesteld in artikel 15 van de wet van 20 juli 1960 tot invoering van het gewaarborgd weekloon of in de bepalingen die genoemd artikel wijzigen. De eerste drie dagen afwezigheid worden echter steeds tegen 100 t.h. bezoldigd.

Indien de afwezigheid het gevolg is van een arbeidsongeval of een ongeval op de weg naar en van het werk, behoudt de werkman het recht op zijn normale bezoldiging gedurende een periode van zeven dagen, te rekenen van de eerste dag van de arbeidsongeschiktheid.

Indien een afwezigheid wegens ziekte of gebrekkigheid langer dan dertig dagen duurt, mag het bestuur te allen tijde aan het ambt van de werkman een einde maken met opzegging van zeven dagen".

Artikel 3.-

Onze Ministers zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , de

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt,

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste-voorzitter,

L. MOUREAU, conseillers d'Etat,
G. HOLOYE, raadsheren van State,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,
J. ROLAND, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. DE KOSTER, greffier adjoint, greffier.
Mevrouw : adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. Ch. HUBERLANT, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) J. DE KOSTER.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Ch. HUBERLANT, auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J. SUETENS.